



BRÈVES ÉCONOMIQUES DE L'ASEAN

UNE PUBLICATION DU SERVICE ÉCONOMIQUE REGIONAL

DE SINGAPOUR

N° 30 (2022)

Faits saillants

- ❖ Philippines : présentation des priorités économiques de la nouvelle administration
- ❖ Singapour/Malaisie : nouvelle progression de l'inflation en juin
- ❖ Birmanie : croissance de 3% prévue par la Banque mondiale pour l'année fiscale en cours

LE CHIFFRE À RETENIR

15,5 Md\$

Excédent commercial du Vietnam avec l'Union européenne au premier semestre 2022

Région

Maintien de la prévision de croissance du FMI de 5,3% pour 2022

Le FMI a publié de nouvelles prévisions de croissance cette semaine dans son dernier World Economic Outlook (WEO). Alors que l'institution internationale prévoit désormais une croissance plus faible dans le monde en 2022 (+3,2%, -0,4 pts), elle maintient une prévision de croissance de 5,3% au sein de l'ASEAN-5 (IDN, THA, MYS, PHL, VNM) mais prévoit une croissance plus dégradée en 2023 (+5,1%, -0,8 pts). En 2022, la Malaisie, l'Indonésie et les Philippines

	2021	2022			2023
		Prévisions oct. 2021	Prévisions avr. 2022	Prévisions juil. 2022	
Monde	6,1%	4,9%	3,6%	3,2%	2,9%
Economies avancées	5,2%	4,5%	3,3%	2,5%	1,4%
Asie émergente et en développement	7,3%	6,3%	5,4%	4,6%	5,0%
Chine	8,1%	5,6%	4,4%	3,3%	4,6%
Japon	1,7%	3,2%	2,4%	1,7%	1,7%
ASEAN-5	3,4%	5,8%	5,3%	5,3%	5,1%
Indonésie	3,7%	5,9%	5,4%	5,3%	5,2%
Malaisie	3,1%	6,0%	5,6%	5,1%	4,7%
Thaïlande	1,6%	4,5%	3,3%	2,8%	4,0%
Philippines	5,6%	6,3%	6,5%	6,7%	5,0%

Source : FMI (WEO, octobre 2021, avril et juillet 2022)

parviendraient à afficher une croissance élevée, comprise entre 5,1% et 6,7%, tandis que la Thaïlande connaîtrait une croissance plus limitée (+2,8%) du fait de sa dépendance au tourisme. Globalement, la revue à la baisse des prévisions de croissance du FMI s'explique par les impacts prolongés du conflit russo-ukrainien sur les chaînes de valeur mondiales et les cours des matières premières. Seules les Philippines (+6,7%) ont vu leurs prévisions de croissance s'améliorer depuis la dernière publication (+0,2 pts).

Confirmation d'une baisse des recettes fiscales dans la région en 2020

Selon le rapport *Revenue Statistics in Asia and the Pacific 2022* de l'OCDE publié le 25 juillet, les recettes fiscales dans l'Asie-Pacifique ont chuté de 1,2% du PIB en 2020, pour atteindre 19,1% du PIB en moyenne, en lien avec la crise COVID. Cette baisse a pour effet de creuser l'écart avec le ratio impôt/PIB moyen de l'OCDE (33,9%) et celui dans l'Amérique latine et les Caraïbes (21,9%). Entre 2019 et 2020, les ratios impôt/PIB ont baissé dans 19 des 26 économies pour lesquelles les données de 2020 sont disponibles. Au sein de l'ASEAN, le ratio va de 8,9% (Laos) à 22,7% (Vietnam), avec une moyenne établie à 15,0%. Le rapport de l'OCDE contient également un dossier spécial de la Banque asiatique de développement (BAsD) qui montre qu'un grand nombre de pays ont la possibilité d'augmenter leurs recettes fiscales en optimisant leurs sources de revenus existantes, grâce à un usage plus stratégique des dépenses fiscales et en s'appuyant sur la croissance de l'économie numérique.

Indonésie

Ventes d'obligations souveraines détenues par la banque centrale

Alors que la Bank Indonesia n'a toujours pas augmenté ses taux directeurs (cf. brèves n°29), elle se dirigerait depuis peu vers un début de normalisation de sa politique monétaire. Depuis mi-juillet, elle vend en effet certains de ses titres obligataires acquis durant la pandémie sur le marché secondaire, en vue notamment d'absorber l'excès de liquidité dans le système financier. Le montant des obligations souveraines détenues par Bank Indonesia a quasi-quintuplé durant la crise, atteignant 84,3 Mds USD fin juillet 2022, contre 18,3 Mds USD fin 2019. Le 28 juillet, le gouverneur de la Banque centrale, Perry Warjiyo, a déclaré que la BI avait vendu l'équivalent de 73 M USD d'obligations sur la semaine écoulée et qu'elle vendrait prochainement – sans préciser de délai – l'équivalent de 4,7 Mds USD d'obligations de maturité inférieure ou égale à 5 ans. Selon la ministre des Finances, cette nouvelle politique de restriction de la liquidité se ferait en coordination avec la politique de gestion de la dette publique.

Baisse du taux de pauvreté entre mars 2021 et mars 2022

Selon les données de l'Agence nationale de statistiques, la population qualifiée de « pauvre » (situation définie par un montant de consommation inférieur à 505 469 roupies par mois et par personne, soit 34 USD) représentait 26,16 millions de personnes en mars 2022, soit 9,54% de la population. Environ 1,38 million de personnes serait sorties de la pauvreté entre mars 2021 et mars 2022. Ce pourcentage est en diminution depuis septembre 2020 (10,19%), après une forte augmentation au début de la pandémie : il était passé de 9,22% en septembre 2019 à 9,78% en mars 2020. Sur un an (de mars 2021 à mars 2022), le taux de pauvreté a diminué de 7,9% à 7,5% en milieu urbain, et de 13,1% à 12,3 % en milieu rural.

Malaisie

L'inflation progresse à nouveau en juin

Les dernières statistiques publiées indiquent une nouvelle hausse de l'inflation en juin (3,4% contre 2,8% en mai en glissement annuel), toujours portée par l'augmentation des prix des produits alimentaires qui progressent de 6,1% (contre 5,2% en g.a. le mois précédent). Le gouvernement poursuit en parallèle sa « guerre sainte » contre l'inflation, même si ses effets semblent limités, en particulier dans sa tentative de réguler les prix de l'huile de cuisson. Tan Sri Nor, gouverneur de la banque centrale multiplie les interventions publiques – à une fréquence inhabituelle – afin de rassurer les marchés avant une possible remontée du taux directeur de la BNM en septembre. L'inflation en Malaisie reste inférieure à celle de la plupart de ses voisins, le pays étant partiellement protégé en tant qu'exportateur net d'hydrocarbures et de produits agricoles de base.

Le CPTPP peut attendre

Après des mois d'attente, le gouvernement a rendu public lundi 25 juillet une analyse coût-avantage de la ratification du CPTPP, réalisée par PwC Malaysia. Elle prévoit une hausse du PIB de 1,9 point de pourcentage d'ici 2030, la création 140 000 nouveaux emplois, l'accueil de 112,3 Mds USD investissements supplémentaires sur 8 ans et la garantie d'un accès sans barrières tarifaires aux marchés canadiens, mexicains et péruviens (avec lesquels la Malaisie n'a pas d'accord de libre-échange). Largement soutenu par la communauté d'affaires, l'accord peine pourtant à être ratifié. Il est intéressant de noter que le président exécutif de PwC Malaysia, Dato' Faiz, est aussi président du Kuala Lumpur Business Club, éminente personnalité de la communauté d'affaires. Alors que la Malaisie a signé l'accord en mars 2018, elle repousse toujours sa ratification... annoncée cette fois pour la fin du troisième trimestre. Mais, les élections générales, qui devraient se tenir d'ici la fin de l'année, pourraient à nouveau retarder le processus.

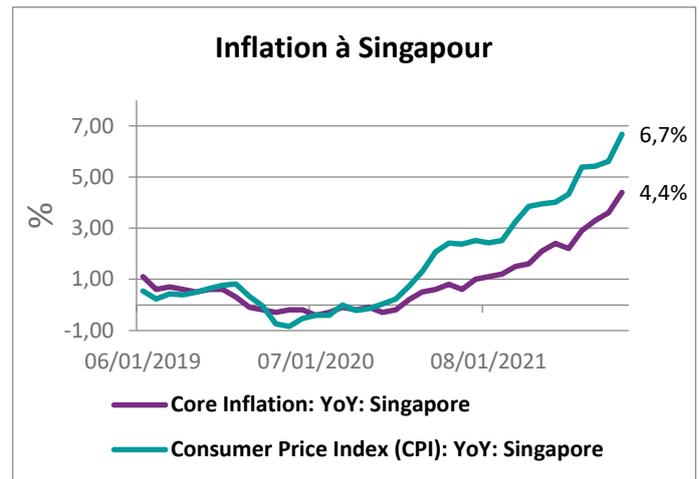
Ericsson renforce sa présence en Malaisie

David Hägerbro, président-directeur général d'Ericsson Malaisie, vient d'annoncer la décision – hautement politique – de faire de la Malaisie le centre des activités du groupe dans la région APAC. L'entreprise suédoise a récemment mis en service à KLIA son deuxième centre régional de distribution sur le continent asiatique (après celui de Taïwan), qui fonctionnera en tandem avec le centre de maintenance de Shah Alam. Pour mémoire, Ericsson a obtenu le monopole du déploiement du réseau 5G dans le pays après plusieurs mois de lutte avec Huawei. Symbolique pour la Malaisie, l'annonce d'Ericsson semble cohérente avec l'attribution du marché par le gouvernement. L'entreprise chinoise, de son côté, n'a pas dit son dernier mot et se positionne davantage sur le marché de l'informatique en nuage en signant un partenariat avec Exabytes, un fournisseur d'hébergement malaisien identifié comme une potentielle licorne.

Singapour

Inflation sous-jacente de 3,6% en juin, au plus haut depuis novembre 2008

L'inflation sous-jacente (qui exclut le logement et les transports privés) a atteint 4,4% en glissement annuel (g.a) au mois de juin, contre 3,6% en mai en raison de la nouvelle hausse des prix de l'énergie (+20,0% g.a après +19,9% en mai) et des produits alimentaires (+5,4% g.a après +4,5%). Il s'agit du taux d'inflation sous-jacent le plus élevé enregistré à Singapour depuis novembre 2008. L'indice global des prix à la consommation a atteint 6,7% en g.a. en juin (contre +5,6% le mois dernier). L'Autorité monétaire de Singapour (MAS) et le ministère du Commerce et de l'Industrie (MTI) considèrent que l'inflation sous-jacente devrait atteindre un pic au troisième trimestre, avant de décélérer vers la fin de l'année. Ils s'attendent toutefois à un maintien des pressions inflationnistes et considère qu'il existe un risque d'inflation plus élevée si de nouveaux chocs sur les prix mondiaux des produits de base surviennent, et si les pressions salariales intérieures se poursuivent.



Rapport de durabilité de la MAS : nouveaux objectifs à l'horizon 2025

L'Autorité monétaire de Singapour (MAS) a publié, jeudi 28 juillet, son rapport annuel sur la durabilité, confirmant les progrès en matière de financement durable de Singapour qui s'établit ainsi comme le plus grand marché de financement durable de l'ASEAN, représentant près de 50% des émissions cumulées d'obligations et de prêts verts ou liés à la durabilité de la région. De 2018 à 2021, plus de 28,8 Mds USD de prêts verts et liés à la durabilité (green and sustainability-linked loans) ont été émis à Singapour. La MAS prévoit d'introduire de nouvelles initiatives et des objectifs quantitatifs afin de s'aligner davantage sur les recommandations de la Task Force on Climate Related Financial Disclosures (TCFD), selon 4 axes d'action : i) renforcer la résilience du secteur financier singapourien face aux risques environnementaux; ii) développer un écosystème de financement durable dynamique; iii) constituer un portefeuille d'investissement des réserves officielles de change adapté au changement climatique; iv) réduire les émissions de carbone dans toutes les opérations physiques de la MAS.

Légère baisse du rendement du portefeuille du fonds souverain GIC

Le fonds souverain singapourien GIC a annoncé, dans son rapport annuel publié mercredi 27 juillet, une légère baisse de ses rendements pour le dernier exercice financier et a mis en garde contre l'évolution rapide du monde de l'investissement, marqué par de fortes incertitudes liées à la guerre en Ukraine. GIC a déclaré que son taux de rendement réel annualisé sur 20 ans s'élevait à 4,2% pour l'exercice clos le 31 mars 2022, soit un peu moins que les 4,3% de l'année précédente. Le fonds souverain a déclaré qu'il ferait face aux fortes incertitudes par la poursuite d'une diversification de son portefeuille, un maintien d'une discipline à l'égard des prix et l'élaboration de stratégies alternatives. Selon le rapport, la part du capital-investissement dans le portefeuille de GIC s'élevait à 17% sur la période, contre 15% l'année précédente, alors que celle de l'immobilier atteignant 10% (contre 8% l'exercice précédent).

Vietnam

Excédent commercial avec l'UE de 15,5 Mds USD au 1^{er} semestre

L'excédent commercial du Vietnam avec l'Union européenne atteint 15,5 Mds USD au 1^{er} semestre 2022 selon les statistiques vietnamiennes. Les produits qui ont vu leurs exportations vers l'UE augmenter le plus sont le café (+42,6% en glissement annuel), les produits de la mer (+41,2%), les textiles (+37,5%), les chaussures (+19%) et le matériel informatique (+18,5%). Le secteur agroalimentaire devrait enregistrer de fortes progressions au cours des mois à venir, la majorité des produits étant exportés bruts vers l'UE et encore peu adaptés aux goûts européens. Les exportations de matériel électronique vers l'Europe pourraient croître fortement si le Vietnam parvient à répondre à la demande croissante de l'UE en semi-conducteurs. À l'inverse, la dépréciation de l'euro face au dong pourrait ralentir le développement des échanges.

BAoD : maintien d'une prévision de croissance de 6,5% pour le Vietnam en 2022

La Banque asiatique de développement (BAoD) maintient ses prévisions de croissance pour le Vietnam à hauteur de 6,5% et 6,7% pour 2022 et 2023, tandis qu'elle revoit à la baisse ses perspectives pour les pays en développement d'Asie et du Pacifique, de 5,2% à 4,6% pour 2022 et de 5,3% à 5,2% pour 2023, principalement en raison du ralentissement de la croissance chinoise. La BAoD maintient ses prévisions d'inflation pour le Vietnam à 3,8% pour 2022 en raison de l'abondante production agricole du Vietnam qui atténue les pressions sur les prix. A contrario, elle a révisé ses prévisions pour 2022 de 3,7% à 4,2% pour le reste de la région.

17 entreprises publiques dépassent au 1^{er} semestre les objectifs pour l'année 2022 en termes de bénéfices.

17 entreprises publiques, dont National Oil and Gas Group, Viet Nam National Chemical Group et Airport Corporation of Vietnam, ont déclaré un bénéfice avant impôt d'environ 2,28 Mds USD sur le premier semestre, soit 39 % au-dessus des objectifs pour l'année entière. Le chiffre d'affaires enregistré sur la période – 42 Mds USD – a progressé de 27% par rapport à la période correspondante de l'année précédente. Lors de l'annonce des résultats, le président du Comité de gestion du capital de l'État dans les entreprises a par ailleurs rappelé l'urgence de restructurer et privatiser le capital des entreprises publiques et d'accélérer la mise en œuvre de leurs projets.

Cambodge : plan d'expansion de la Military Bank vietnamienne

La Military Bank, l'une des principales banques publiques du pays, a reçu l'autorisation par la Banque centrale vietnamienne de convertir une succursale établie au Cambodge en filiale contrôlée à 100%, avant de céder jusqu'à 49% des parts à la banque commerciale japonaise Shinsei. La nouvelle entité devrait proposer des services de micro-crédit, accessibles via une plateforme en ligne. Les autorités cambodgiennes doivent donner leur accord dans les 24 mois.

Thaïlande

Renouvellement du soutien budgétaire de l'État pour la consommation et l'aide des plus démunis

D'une durée de deux mois à compter du 1^{er} septembre, la cinquième phase du programme de subventions d'un montant de 27,4 milliards THB (732 M USD) vise à poursuivre le soutien budgétaire de l'État à la consommation et aider les plus démunis. Le nombre total de bénéficiaires éligibles au ticket modérateur s'élèvera à 26,5 millions, mais le soutien à la consommation sera ramené à 800 bahts par personne et par mois (22 USD) contre 1 200 bahts (33 USD) durant la phase précédente achevée le

30 avril dernier. En complément, les plus vulnérables recevront une aide d'un montant de 200 bahts par personne (5,5 USD). Selon le ministère des Finances ces mesures devraient stimuler la croissance du PIB de 0,13 point de pourcentage en générant une dépense globale de 48,6 milliards THB (1,3 Md USD). Après financement de ces dépenses par le deuxième prêt d'urgence de 500 Mds THB, contracté en 2021 pour atténuer les effets économiques de la pandémie, le solde disponible sur cet emprunt ne sera plus que de 50 Mds THB (1,36 Md USD).

Forte croissance au 1^{er} semestre des flux d'investissements directs étrangers

284 demandes d'investissement de sociétés étrangères ont été approuvées au cours du premier semestre 2022 pour un total de 69,9 milliards THB (1,9 milliards USD), soit une hausse de 73,5% en glissement annuel. Les investissements concernent principalement le secteur des services et proviennent en majorité du Japon (26,2 milliards THB / 708 millions USD), suivi de Singapour (10,4 milliards THB / 282,5 millions USD) et des États-Unis (2,9 milliards THB / 78 millions USD). En particulier, 55 entités étrangères ont investi dans le corridor économique oriental (EEC), projet phare du gouvernement, pour un montant total de 29,4 milliards THB, soit 780 millions USD (42% des investissements du premier semestre).

Davantage d'incitations fiscales et douanières pour les véhicules électriques

Dans le cadre de sa politique visant à promouvoir l'utilisation et la production de véhicules électriques dans le royaume, le Cabinet a approuvé la mise en place de deux incitations supplémentaires. L'une porte sur la réduction de 80 % de la taxe routière annuelle pour les VE privés enregistrés entre le 1er octobre 2022 et le 30 septembre 2025. L'autre prévoit l'exonération des droits de douane pour les pièces importées par les fabricants dans le but d'assembler et produire des véhicules électriques à batterie dans les zones franches ou les zones de libre-échange de l'Industrial Estate Authority of Thailand entre 2022 et 2025. Le gouvernement s'attend ainsi à ce qu'au moins 128 000 véhicules électriques soient mis en circulation au cours de cette période.

Philippines

Présentation des priorités de la nouvelle administration à l'occasion du Discours sur l'État de la nation (SONA)

À l'occasion de son premier SONA, Ferdinand Marcos Jr a exposé les priorités économiques de la nouvelle administration dans le cadre de son mandat (2022-2028). Le président se fixe les objectifs ambitieux de réduire le taux de pauvreté en dessous de 10% (contre 18% en 2021) et d'atteindre un PIB par habitant de 4 256 USD d'ici 2024 (contre 3 646 USD à la même période). Selon ses prévisions, le ratio dette publique/PIB devrait redescendre en dessous du seuil des 60% d'ici 2025 (contre 63% fin avril 2022), et le déficit budgétaire devrait atteindre 3% d'ici 2028 (contre 7,5% pour 2022 selon les prévisions du gouvernement). Ferdinand Marcos Jr a déclaré souhaiter donner la priorité à la souveraineté alimentaire, notamment via un soutien financier aux agriculteurs sous la forme de prêts, et à la souveraineté énergétique, à travers le développement du nucléaire et des énergies renouvelables (notamment sous forme de PPP). Le président s'engage à maintenir des dépenses d'infrastructures équivalentes à 5 à 6% du PIB par an au cours son mandat, en priorisant les investissements dans les transports. Par ailleurs, il a annoncé ne plus recourir au confinement.

FMI : prévision de croissance revue à la hausse à 6,7% pour l'année 2022

Le FMI a relevé ses prévisions de croissances pour les Philippines à 6,7% pour 2022, contre 6,5% précédemment, afin de prendre en compte la forte dynamique de reprise économique au S1 (+8,3% en g.a. au T1-2022). Selon le ministre des Finances Benjamin Diokno, la croissance devrait dépasser les

10% au T2-2022, en lien avec l'allègement des restrictions sur les déplacements. Les prévisions de croissance du FMI pour les Philippines en 2022 s'inscrivent dans l'intervalle cible du gouvernement philippin (6,5 à 7,5%). En revanche, le FMI prévoit une croissance de 5,0% en 2023, pour un intervalle cible fixé à 6,5-8,0% par le gouvernement.

Vers une réduction de la part des emprunts extérieurs dans la dette totale à 20% d'ici 2025

Le ministère des Finances s'est fixé l'objectif de réduire la part de la dette extérieure dans la dette publique totale à 20% d'ici 2025. Cette décision vise à limiter les risques de changes dans un contexte de forte dépréciation du peso philippin (-9,2% depuis le début de l'année 2022). En avril 2022, les Philippines ont enregistré une dette publique totale de 12 763 Mds PHP (231,4 Mds USD), soit une croissance de 16,1% en g.a. Sur la même période, la dette extérieure a augmenté de 18,7%, pour atteindre 67,4 Mds USD. Couplé à la dépréciation du peso, le recours croissant aux financements sur les marchés internationaux a entraîné une augmentation de la part de la dette extérieure dans la dette publique totale, pour atteindre 30,7% en avril 2022 (contre 25,0% en avril 2021).

Cambodge

S&P : croissance prévue de 6,3% en 2022

L'Agence de notation financière américaine Standard & Poor's (S&P) a prévu que la croissance du PIB cambodgien devrait atteindre 6,3% en 2022, plus optimiste que celle prévue par la Banque mondiale, le Fonds monétaire international et la Banque asiatique de développement. Elle argumente que la réussite de la campagne vaccinale a été le principal facteur stimulant la réouverture du pays et la reprise progressive de son économie. Malgré tout, la rupture partielle des chaînes d'approvisionnements mondiales et des conflits géopolitiques ont engendré des défis pour le Royaume, notamment en ce qui concerne les pressions inflationnistes et les flux d'IDE. Par ailleurs, d'après la Banque centrale du Cambodge, le Royaume devrait réaliser une croissance de 5,3% cette année, soutenue par l'agriculture, la progression des exportations et la reprise du secteur de la construction et du tourisme.

Hausse des exportations vers les pays du RCEP de 10% au premier semestre

Pendant les six premiers mois de l'année, les exportations cambodgiennes vers les pays signataires de l'accord commercial RCEP (Regional Comprehensive Economic Partnership) ont totalisé 3,28 Mds USD, en hausse de 10% en glissement annuel, selon le ministère du Commerce. Le Vietnam, la Chine et le Japon sont des principaux clients du Cambodge relatifs à cet accord, qui est entré en vigueur en janvier 2022. À noter que le RCEP représentait 28,8% des exportations totales cambodgiennes au premier semestre.

Laos

Possible accord de ventes de carburant saoudien au Laos

Selon un communiqué de presse du ministère des Affaires Étrangères, le Vice-Premier ministre et ministre des Affaires Étrangères laotien, M. Saleumxay Kommasith, s'est entretenu par vidéoconférence avec le ministre saoudien des Affaires étrangères, le prince Faisal bin Farhan Al Saud. Lors de cet échange, a été évoqué par le Laos la possibilité d'acheter du carburant à l'Arabie Saoudite. Un accord pourrait ainsi être conclu entre les deux pays, l'Arabie Saoudite ayant également exprimé un intérêt pour des achats de produits agricoles au Laos.

Birmanie

Une croissance de 3% anticipée par la Banque mondiale en 2022

Le récent rapport de la Banque mondiale sur la Birmanie (MEM-Myanmar Economic Monitor July 2022) anticipe une très modeste reprise de 3% de l'activité économique pour l'année fiscale 2021/22 courant jusqu'à septembre prochain. Dans un contexte de chocs intérieurs et extérieurs persistants, conjugués à la mise en œuvre de différentes réglementations très contraignantes, la poursuite de cette reprise restera limitée à 3% au cours de l'exercice 2022, ce qui induira une pression continue sur les revenus et les moyens de subsistance. L'inflation atteindrait 15% en moyenne annuelle et le déficit budgétaire sur l'exercice fiscal 2022 devrait atteindre 7,5% du PIB, contre 9,2% en 2021. Ces estimations sont fondées sur plusieurs scénarios tels que la détérioration de la situation sécuritaire, la pénurie d'électricité affectant les ménages et les entreprises, les fortes augmentations des prix mondiaux du carburant et des engrais, augmentant les coûts des intrants dans toutes les industries.

Nouvelle instruction pour les compagnies pharmaceutiques

Le ministère du Commerce a annoncé le 22 juillet que les compagnies pharmaceutiques sont autorisées à obtenir les licences d'importation en recourant à leurs propres moyens de paiement en devises. Afin d'éviter toute rupture d'approvisionnement du marché, les entreprises pourront se procurer les devises étrangères nécessaires sur le marché parallèle afin d'éviter les retards éventuels dans l'obtention des devises auprès des autorités au taux de change réglementé. Dans la série des mesures prises par la banque centrale birmane (CBM) depuis avril 2022, et compte tenu de la pénurie en devises, un comité FESC (Foreign Exchange Supervision Committee) a été créé pour le contrôle et l'allocation des devises uniquement pour les importations de catégories prioritaires telles que les produits pharmaceutiques, les engrais, les carburants, etc.

La direction générale du Trésor est présente dans plus de 100 pays à travers ses Services économiques.
Pour en savoir plus sur ses missions et ses implantations : www.tresor.economie.gouv.fr/tresor-international

Responsable de la publication : Hervé OCHSENBEIN
Rédacteurs : Léonore MARTEVILLE, Esma LAOUADI, Eva THACH

Avec les contributions des Services économiques de Bangkok, Hanoï, Jakarta, Kuala Lumpur, Manille, Rangoun et Phnom Penh

Copyright

Tous droits de reproduction réservés, sauf autorisation expresse du SER de Singapour

Clause de non-responsabilité

Le SER s'efforce de diffuser des informations exactes et à jour, et corrigera, dans la mesure du possible, les erreurs qui lui seront signalées. Toutefois, il ne peut être en aucun cas tenu responsable de l'utilisation et de l'interprétation de l'information contenue dans cette publication.

Pour s'abonner : leonore.marteville@dgtresor.gouv.fr ; eva.thach@dgtresor.gouv.fr ;
esma.laouadi@dgtresor.gouv.fr